

Karadzic: l'heure de la vérité est venue

«**L**es jours de Karadzic en liberté sont comptés». Le mot, daté du 14 août 1997, est du général américain Wesley Clark, alors commandant des forces alliées en Europe. Une année auparavant, l'émissaire américain Richard Holbrooke avait négocié à Belgrade l'éviction de Karadzic de la présidence de la Republika Srpska et de toute vie publique. Entre 1995 et 1999, Washington poursuit un seul but: trouver une alternative à l'arrestation du boucher des Balkans afin de préserver l'accord de paix négocié à Dayton et signé à Paris le 14 décembre 1995.

Après Antonio Cassese, président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), c'est la procureure en chef du TPIY Louise Arbour, puis son successeur Carla Del Ponte, qui dénonce avec force le manque de volonté politique de la communauté internationale d'arrêter les criminels de guerre.

En vain, en septembre 1997 on franchit le Rubicon: les grandes puissances exfiltrent Karadzic de Bosnie pour le soustraire à la justice internationale; destination la Biélorussie. Début 1998, le fugitif rentre en Bosnie: il se cache dans la région frontalière avec la Serbie et le Monténégro, influence indirectement la vie politique et économique de l'entité bosno-serbe, piochant au passage dans les caisses.

Une deuxième période s'ouvre avec l'arrivée au pouvoir de Zoran Djindjic et la chute de Milosevic: la nouvelle stratégie de la communauté internationale est de demander aux autorités serbes collaborer pleinement avec le TPIY. En clair: c'est à eux de faire le sale travail. Alors que Djindjic paye au prix fort la livraison à La



CHRISTOPHE SOLIOZ

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CENTER FOR EUROPEAN INTEGRATION STRATEGIES

Haye de Milosevic, Kostunica parvient à verrouiller le système en contrôlant l'armée et les services secrets. Les conditions politiques favorables à une pleine collaboration avec le TPIY ne seront réunies qu'avec la victoire de Boris Tadic et l'éviction de Kostunica en mai 2008.

Karadzic, poète à ses heures, s'inspire de *La lettre volée* d'Edgar Poe et choisit de se cacher à Belgrade... sous les yeux de tous. Son arrestation reste un échec humiliant pour les Américains, les Français et

«Au final, l'arrestation de Karadzic n'est qu'un petit pas sur le long chemin qui mène à la paix et à la réconciliation»

les Britanniques et une honte pour la communauté internationale. C'est une victoire pour l'autre Serbie qui doit encore affronter bien d'autres défis: la livraison de l'alter ego de Karadzic, le général bosno-serbe Mladic et, bien entendu, résoudre l'impossible énigme du Kosovo.

Enfin, après 13 longues années, le temps de la politique rejoint celui de la justice. La justice internationale reprend sa marche: le génocide de Srebrenica ne peut rester impuni, toute la lumière doit être faite sur la guerre en Bosnie et la responsabilité des autorités serbes de l'époque. Il importe donc que la Cour internationale de justice (CIJ) rouvre le dossier de la plainte de la Bosnie contre la Serbie pour génocide sur la base de la version originale des comptes rendus du Conseil suprême de défense (CSD) de la Yougoslavie de Milosevic. Au final, l'arrestation de Karadzic n'est qu'un petit pas sur le long chemin qui mène à la paix et à la réconciliation.

En Bosnie-et-Herzégovine, «à la limite des mondes, à la frontières des peuples», les blessures sont loin d'être refermées; mais derrière les murs de Sarajevo résonnent encore ces paroles: «Les vagues de l'histoire se brisent sur nous, comme sur un rocher. Nous sommes las de la violence, et avons fait de notre malheur une vertu; nous sommes devenus généreux par défi. Vous, vous êtes brutaux sans motif. Qui de nous est arriéré?» (Mesa Selimovic, *Le Derviche et la mort*).

Christophe Solioz vient d'éditer avec Wolfgang Petritsch l'ouvrage collectif: «Regional Cooperation in South East Europe and Beyond» (Baden-Baden, Nomos, 2008).